

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Ratio de solvabilité

BOA annonce un emprunt obligataire de 61,89 milliards Fcfa

L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) a visé le prospectus relatif à l'émission d'un ... • (Page 04)

Conseil d'administration du PAM

Cantine scolaire, la touche béninoise exposée à Rome

La Vice-Présidente de la République du Bénin, Mariam Chabi Talata, a conduit une délégation béninoise à Rome ... • (Page 04)

Insécurité alimentaire dans le monde

• (Page 03)

Les membres de l'OMC favorables à une assistance financière aux PMA



Arnaque dans les transactions

• (Page 04)

Il faut protéger les utilisateurs de mobile money

Audience au Palais de la Marina

Patrice TALON reçoit le nouveau bureau du CNP-Bénin

Après son élection en Assemblée générale sur la base de nouveaux textes le 25 mai 2022, le tout nouveau bureau du ... • (Pages 02)

Gestion budgétaire

Les acteurs de la chaîne budgétaire du MEF en formation

Le Secrétaire général du ministère de l'économie et des finances, Alban Bessan a lancé hier ... • (Page 11)

Amélioration du climat des affaires

51 635 entreprises créées en 2021 au Bénin

L'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) dans son rapport annuel 2021 sur la création d'entreprises a indiqué qu'en 2021, 51 635 entreprises ont été créées ... • (Page 11)

Marchés publics

Afrique Formation et Conseils lance un appel à candidatures

Le cabinet Afrique Formation et Conseils (AFC) lance un dernier appel à candidatures pour l'inscription au premier ... • (Page 05)



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	624.51	655.95	765.08	1.50	78.55	38.92	4.62	93.31	170.04	8.00

Audience au Palais de la Marina

Patrice TALON reçoit le nouveau bureau du CNP-Bénin

Après son élection en Assemblée générale sur la base de nouveaux textes le 25 mai 2022, le tout nouveau bureau du Conseil national du patronat (CNP-Bénin) conduit par son président, Eustache Kotingan a été reçu en audience hier lundi 20 juin 2022 par le Chef de l'Etat Patrice Talon.



• Bidossessi WANOU

Avant même l'installation officielle du nouveau bureau au Patronat qu'il préside, le président élu Eustache Kotingan a pris son bâton de pèlerin. Il a introduit au cabinet du président de la République du Bénin, le Bureau qu'il conduit et qu'il a présenté à Patrice Talon. C'était l'occasion pour l'hôte de féliciter l'équipe et chacun des membres pour leur élection. Durant les échanges, le chef de l'Etat qui vient lui-même du monde du Patronat a prodigué des conseils à ses anciens homologues pour la réussite de leur mission au grand bonheur des chefs d'entreprises et du monde des affaires. Mais ce défi, Eustache Kotingan en a pleinement conscience. En effet, le président élu du CNP-Bénin a assuré l'intérim pendant plusieurs années et connaît mieux que quiconque les défis. Au nom

du bureau, il s'est engagé à défendre les intérêts des entreprises et surtout promouvoir l'amélioration du climat des affaires, cependant avec l'accompagnement de l'Etat. D'ailleurs, le président du CNP-Bénin qui a placé son mandat sous le sceau de la renaissance, entend mettre ce nouveau quinquennat 2022-2027 à profit pour faire du secteur privé, un secteur organisé autour du développement durable et de la promotion de la paix. « Nous avons remis au Président de la République un document dont le contenu se présente en neuf (09) points qui constituaient nos doléances. Nous avons repris langue avec lui, et je crois que, dans un dialogue permanent, nous aurons toujours à parler puis à ajuster au fur et à mesure tout ce que nous allons vivre en ramenant des investisseurs dans le pays. Les réformes ont été très bien pour nous ; et vous savez, le Président

a eu de l'audace. Il a beaucoup travaillé au point où notre plateforme de démarrage qu'on avait au patronat, tout a été clôturé. Donc nous sommes aujourd'hui à une renaissance où il faut remettre évidemment d'autres points à l'ordre du jour qui permettront d'améliorer le fonctionnement de nos entreprises et surtout de contribuer à la richesse et à la création d'emplois dans le pays », a-t-il déclaré à la presse à sa sortie d'audience. Il faut rappeler que le nouveau bureau prêterait serment ce mardi 21 juin 2022, en présence de responsables de patronats de pays amis notamment la Fédération des organisations patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPA), la Confédération générale des entreprises de la Côte-d'Ivoire (CGECI), l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo (UNOC), les patronats du Maroc, du Burkina-Faso, du Niger et du Sénégal, le Mouvement des entreprises de France (Medef).

AUX DECIDEURS... Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négociier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs.

Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrite nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Inflation dans l'Uemoa : la BCEAO prévoit une décélération en 2023

L'accélération de l'inflation en 2022 sera suivie d'une décélération en 2023, sous l'hypothèse d'une hausse attendue de la production vivrière locale sur cette période ainsi qu'un retour progressif à la normale des échanges commerciaux. C'est ce que la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest annonce dans son rapport sur l'évolution des prix à la consommation dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en 2021 et perspectives. « Pour l'année 2023, la baisse projetée de l'inflation serait impulsée par la perspective d'une hausse de la production vivrière pour la

prochaine campagne agricole 2022/2023. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle

Insécurité alimentaire dans le monde

Les membres de l'OMC favorables à une assistance financière aux PMA

Alors que la situation alimentaire dans le monde connaît une évolution préoccupante et n'épargne ni pays développés ni pays moins avancés, les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont convenu d'une synergie d'action. A l'occasion de la 12ème conférence ministérielle (CM12) de l'OMC tenue à Genève, un appel a été fait en conséquence.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Pour éviter une crise alimentaire aigüe dans le monde, les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'engagent à prioriser la voie de la coopération pour l'accessibilité des produits alimentaires. Réunis à Genève du 12 au 15 juin 2022 à l'occasion de la douzième session de la Conférence ministérielle de l'institution en charge du commerce, les ministres des Etats membres de l'OMC, prenant conscience



• Au milieu, la DG OMC, Ngozi Okonjo-Iweala

de l'urgence d'une réponse collective à l'insécurité alimentaire, ont, dans une déclaration finale, appelé

les Etats à permettre les courants d'échanges agro-alimentaires et de renoncer à l'imposition de prohibi-

tions ou de restrictions à l'exportation d'une manière incompatible avec les dispositions pertinentes de

l'OMC. Au-delà, pour les ministres, il est important de fournir une assistance technique et financière aux Pays les moins avancés (PMA) et aux Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA), y compris

par l'intermédiaire d'institutions financières internationales et régionales, en vue d'améliorer leur capacité de production agricole, leurs infrastructures et leur accès aux intrants agricoles. Lire l'intégralité de la déclaration ministérielle.



Olympique Lyonnais

L'Américain John Textor, futur actionnaire majoritaire

L'Olympique Lyonnais vient d'officialiser ce lundi soir, via un communiqué de presse, un changement majeur à sa tête. L'entrepreneur américain John Textor (56 ans) entre en effet en négociations exclusives avec OL Groupe pour en devenir l'actionnaire majoritaire, en rachetant les parts de Pathé et d'IDG Capital. Déjà propriétaire des clubs de Botafogo, Crystal Palace et Molenbeek, John Textor précise dans le communiqué que Jean-Michel Aulas restera à la tête de l'OL pendant encore « au moins trois ans ». Cette fois, les supporters lyonnais sont fixés. Dans l'attente d'un changement majeur à la tête de leur club depuis plusieurs semaines, ils viennent d'ap-

prendre ce lundi soir, par le biais d'un communiqué de presse, que la holding de Jean-Michel Aulas Holnest, ainsi que Pathé et IDG Capital, « sont entrés en négociations exclusives avec Eagle Football Holdings, en vue de l'acquisition par cette dernière d'une participation majoritaire dans OL Groupe, suivie d'une offre publique d'achat obligatoire simplifiée ». Autant dire que l'entrepreneur américain John Textor, à la tête d'Eagle Football Holdings et connu pour être propriétaire de trois autres clubs de football professionnels, Botafogo (Brésil), Crystal Palace (Angleterre) et Molenbeek (Belgique), a coiffé son compatriote Foster Gillett, annoncé favori par L'Equipe le 8 juin. A



cette occasion, OL Groupe annonce que « la valeur de l'entreprise est estimée à 798 millions d'euros au 1er juillet 2022, et à 884 millions d'euros après l'augmentation de capital ».

Aulas PDG de l'OL pendant encore « au

moins trois ans »

L'homme d'affaires de 56 ans a donc été choisi ce lundi par le conseil d'administration pour prendre la suite de Pathé et IDG Capital au sein d'OL Groupe, dont ils détenaient respectivement 19,36% et 19,85% du capital. John Textor, qui va per-

mettre une augmentation du capital de 86 millions d'euros, tient à maintenir Jean-Michel Aulas à la présidence du club avec « un mandat de PDG d'OL Groupe renouvelé pour au moins trois ans », comme le précise le communiqué. « Ce nouvel actionnaire sera un accélérateur pour nos projets actuels et à venir. Je suis fier et heureux de continuer, avec l'appui de John Textor, à écrire le futur de l'Olympique Lyonnais », se réjouit Jean-Michel Aulas dans ce même communiqué. Le futur nouvel actionnaire majoritaire y va lui aussi de son message, en partie à destination des supporters. « L'Olympique Lyonnais sera la pierre angulaire de notre projet, indique-t-il. Je sou-

haite donner à tous les fans de l'Olympique Lyonnais les moyens complémentaires pour que l'institution retrouve le plus haut niveau, en France et en Europe, tout en respectant les valeurs de l'ADN OL comme la jeunesse, le travail, l'abnégation et cet esprit qui permet à tous les talents du monde entier d'avoir accès au haut niveau grâce à nos implications dans les académies. Vu des Etats-Unis, l'OL est la plateforme rêvée pour faire du football une histoire à succès. » Comme le dernier trophée remporté (la Coupe de France) remonte à 2012, les supporters lyonnais vont peut-être se prendre à rêver cette nuit à des lendemains meilleurs.

20 minutes

Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)	Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Densité de la population	100,17 habitants/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015	Référentiel		
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
			Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
			Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018

Arnaque dans les transactions

Il faut protéger les utilisateurs de mobile money

Avec 701,4 milliards de dollars de revenus et 621 millions de comptes en 2021, le secteur du mobile money en Afrique devient de plus en plus rentable. Les criminels en sont conscients et ont fait de ce business l'une de leurs principales cibles. Les utilisateurs sont inquiets et lancent un appel aux opérateurs afin de protéger leurs épargnes.

● Issa SIKITI DA SILVA

Du fait du rôle important que joue le mobile money dans les sociétés et les économies africaines, et de la rapidité avec laquelle l'infrastructure correspondante a été mise en place, les malfaiteurs ont pu exploiter les faiblesses des réglementations et des systèmes d'identification et commettre des infractions liées à l'utilisation frauduleuse de ces services, indique Interpol.

A en croire la Police internationale, les groupes criminels organisés ont infiltré le mobile money à travers différentes formes de criminalité, notamment le blanchiment d'argent, l'extorsion, la traite d'êtres humains, le trafic de migrants, le commerce illégal d'espèces sauvages et le terrorisme. C'est une tendance qui ne fera que s'accroître avec le déploiement de ces services sur l'ensemble du continent.

Au Kenya, un récent rapport du FinAccess a révélé que le nombre d'utilisateurs de mobile money qui ont perdu de l'argent à cause de la criminalité a connu une hausse spectaculaire, passant de 47,4% en 2021 contre 8,4% deux ans passés.

Interpol attribue le problème à l'absence de contrôles rigoureux de l'identité des utilisateurs, ce qui s'ajoute au manque de ressources et de formation



des services de police dans le domaine des infractions liées à l'argent mobile. Ceci, poursuit-il, a donné naissance à un système financier particulièrement vulnérable à l'infiltration par les milieux criminels.

Assumer la responsabilité

Selon Martha, une étudiante dont les petites économies ont disparu mystérieusement de son compte mobile money, les opérateurs de mobile money devraient assumer la responsabilité de ces pertes en remboursant l'argent volé aux victimes. Mais il semble qu'en Afrique, aucun opérateur n'est disposé à le faire. « Au lieu de nous reprocher d'avoir fait montre d'imprudence, les opérateurs feraient mieux d'introduire des mécanismes solides en place pour protéger les consommateurs », a déclaré Martha.

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment lancé un appel aux régulateurs et superviseurs de réfléchir à la meilleure

façon de protéger les clients contre la défaillance (potentiellement systémique) des opérateurs, notamment en empêchant la perte de leur argent. « Avec l'importance croissante des opérateurs de mobile money, un cadre complet et solide de réglementation et de protection des fonds des clients est essentiel. Les opérateurs devraient être soumis à des exigences réglementaires prudentielles proportionnées. Par exemple, ils doivent mettre en place des systèmes de gouvernance et de gestion des risques opérationnels pour identifier et limiter les risques », ont souligné José Garrido et Jan Nolte, deux experts du FMI. Et, afin de protéger les consommateurs qui peuvent être moins avertis que les clients des banques, des règles devraient être mises en place pour régir la manière dont les émetteurs divulguent les frais, protègent les données des consommateurs et traitent les plaintes. Pour les régulateurs et les superviseurs, le moment est venu d'agir, dit le FMI.

Examen du Baccalauréat 2022 dans la Donga

1.655 candidats composent dans 4 centres

Le secrétaire général de la préfecture de Djougou Issaka Moussa Yaya en compagnie du directeur départemental des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle Slassifi Dramane a donné le top au Ceg 1 de Djougou.

Lancement officiel du Baccalauréat, session unique de juin 2022 dans le département de la Donga ce lundi 20 juin 2022 au Collège d'enseignement général 1 de Djougou. Un centre qui accueille 581 candidats toutes séries confondues. Le lancement a été fait par le secrétaire général de la préfecture de Djougou Issaka Moussa



Yaya qui avait à ses côtés le Directeur départemental des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle

Slassifi Dramane. Les deux personnalités ont invité les candidats à la sérénité, à éviter la tentation de la facilité et à avoir foi en eux-mêmes. Il faut préciser que 1.655 candidats planchent dans 4 centres de composition dans le département de la Donga.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-Donga)

Ratio de solvabilité

BOA annonce un emprunt obligataire de 61,89 milliards Fcfa

L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) a visé le prospectus relatif à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné de Bank Of Africa (BOA). Le montant maximum en principal de l'opération s'élève à 1 milliard de DH, soit 61,89 milliards Fcfa.

● Félicienne HOUSSOU

L'emprunt obligataire subordonné a pour objectif de « renforcer les fonds propres réglementaires actuels et, par conséquent, renforcer le ratio de solvabilité de Bank Of Africa, financer le développement organique de la banque au Maroc et à l'international et anticiper les différentes évolutions réglementaires dans les pays de présence », indique la banque. Elle indique que le montant maximum en principal de l'opération est réparti en deux tranches (A et B) d'une maturité de 10 ans chacune, non cotées à la Bourse de Casablanca, avec in fine du principal, d'un plafond d'un milliard de DH et d'une valeur nominale de 100.000 dirhams chacune. Le montant total alloué au titre des deux tranches A et B ne doit en aucun cas excéder la somme d'un mil-



liard de DH. La tranche A sera à taux fixe tandis que la tranche B sera à taux variable révisable annuellement.

La souscription de cette émission est réservée aux Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), compagnies financières, établissements de crédit, entreprises d'assurance et de réassurance agréées, Caisses de Dépôt et de Gestion et organismes de retraite et de pension. L'objectif de cette limitation est de « faciliter la gestion des souscriptions sur le marché primaire ».

Toutefois, tout investisseur désirant acquérir les obligations pourra s'en procurer sur le marché secondaire. La date de jouissance est fixée au 29 juin. La BOA informe que la prime de risque sera comprise entre 75 et 85 points de base pour la première tranche et entre 70 et 80 pbs pour la seconde. La méthode d'attribution adoptée est celle de l'Adjudication à la française avec priorité à la tranche A (à taux fixe), puis à la tranche B. La période de souscription court du 23 au 27 juin 2022 inclus pour les deux tranches.

Réunion du Conseil d'administration du PAM

Cantine scolaire, la touche béninoise exposée à Rome

La Vice-Présidente de la République du Bénin, Mariam Chabi Talata, a conduit une délégation béninoise à Rome le dimanche 19 juin 2022 dans le cadre d'une réunion du Conseil d'administration du Programme Alimentaire Mondial (PAM).



● Falco VIGNON

La Vice-présidente du Bénin, Mariam Chabi Talata est l'invitée d'honneur du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondiale (PAM), l'agence onusienne spécialisée sur les questions alimentaires. Il est attendu que la Vice-présidente du Bénin témoigne de l'intérêt du programme de cantine scolaire mis en œuvre au Bénin et expose les impacts du programme. Un programme révolutionnaire déployé par le gouver-

nement du Président Patrice TALON pour maintenir les enfants des zones défavorisées à l'école par une alimentation équilibrée et gratuite. Cette expérience, qui donne déjà des résultats satisfaisants, suscite admiration et curiosité au sein de la communauté internationale. Les 36 pays membres du Conseil d'administration du PAM attendent donc avec intérêt l'intervention de la Vice-présidente du Bénin. En effet, le programme des cantines scolaires est axé sur la production locale et est conduit par

le PAM. À Rome, Madame Mariam CHABI TALATA, appuyée par le Ministre des enseignements maternel et primaire, aura, au cours de son séjour, des entretiens de haut niveau au siège de la FAO. Il s'agira pour eux de mettre en lumière des efforts du Bénin et surtout de gagner davantage la confiance des partenaires qui ne marchanderont point leur soutien au Bénin dans son ambition d'augmenter le nombre de bénéficiaires voire de généraliser le programme à toutes les écoles notamment en zone rurale.



Afrique Formation
& Conseils

Ingenierie-Formation-Coaching-GRH-Etudes socio-économiques-Conseils-Montage des Projets-Voyages d'affaires-Audits-Foires et Salons

Dernier Appel à Candidatures

Sommet Mondial des Experts et Spécialistes en Passation des Marchés

(Dubai, Emirats Arabes Unis 2022)

Le cabinet Afrique Formation et Conseils (AFC) lance un dernier appel à candidatures pour l'inscription au premier Sommet Mondial des Experts et Spécialistes en Passation des Marchés qui aura lieu du **24 au 31 Juillet** à **Dubai** aux Emirats Arabes-Unis sur le thème : **les bonnes pratiques dans les marchés publics**. Peuvent y prendre part, tous les acteurs de la chaîne de la commande publique, les bailleurs de fonds internationaux, les collectivités territoriales décentralisées, ainsi que toutes les entreprises privées et/ou multinationales désireuses de se positionner à l'international.

Comme participant, vous allez :

- Echanger sur les innovations dans les procédures des bailleurs de fonds internationaux et celles des différents pays ;
- Apprendre et maîtriser les bonnes pratiques en matière de passation et de contrôle des marchés publics dans le monde ;
- Rencontrer des experts d'autres pays et partager vos expériences communes ;
- Prendre part et intervenir aux conférences, débats, et ateliers de réseautage ;
- Augmenter votre carnet d'adresses ;
- Bénéficier de 20% de réduction des frais de participation ;
- Obtenir une certification internationale.

Date limite d'inscriptions : 30 Juin 2022

Pour obtenir le dossier d'inscription, merci d'envoyer un email ou un WhatsApp avec votre nom, profession actuelle et numéro de téléphone fiable à : **contact@afriqueformation.com/ WhatsApp (237)694 30 42 52**. (Uniquement message WhatsApp. Pas d'appels téléphoniques svp)

Secteur postal au Bénin

L'ARCEP invite les prestataires à s'enregistrer

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP Bénin) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses de distribution de colis, des objets, des repas, sur toute l'étendue du territoire national. C'est dans un communiqué signé du Secrétaire Exécutif de l'Arcep Bénin que cette information est portée à la connaissance de tous les acteurs du secteur. Selon le communiqué, les personnes concernées sont invitées à se faire enregistrer sur le site de l'ARCEP Bénin.

Lire le communiqué



Cotonou, le 03 MAI 2022

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP BENIN) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses, de distribution de colis, objets et/ ou repas, sur toute l'étendue du territoire national.

A cet effet, elle invite les personnes concernées à se faire enregistrer sur son site web à l'adresse : www.arcep.bj ou par le lien : <https://forms.gle/hUydlapKXZgU1urG9> à compter du 03 mai au 30 juin 2022.

L'ARCEP BENIN rappelle que ce recensement est gratuit.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler gratuitement le 131 ou écrire à l'ARCEP BENIN à l'adresse email : contacts@arcep.bj

Le Secrétaire Exécutif,
Le Secrétaire Exécutif
Hervé Coovi GUEDEGBE



+229 21 31 01 63 | +229 21 31 02 41 | contacts@arcep.bj | www.arcep.bj | BP 2034 Cotonou



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal
des décideurs**

Allemagne

Berlin recourt au charbon face à la baisse des livraisons de gaz russe

L'Allemagne fait machine arrière sur l'énergie pour sauver son approvisionnement. Berlin a pris, ce dimanche, des mesures d'urgence pour sécuriser son stock énergie face aux baisses récentes de livraison de gaz russe. C'est le charbon qui viendra pallier cette baisse.

« Pour réduire la consommation de gaz, il faut utiliser moins de gaz pour produire de l'électricité. A la place, les centrales à charbon devront être davantage utilisées », a indiqué le ministre de l'Economie dans un communiqué. Le recours accru au charbon est un revirement pour le gouvernement de coalition d'Olaf Scholz, qui a promis d'abandonner cette source d'énergie d'ici à 2030. Le recours au charbon, « c'est amer, mais indispensable pour réduire la consommation de gaz », a réagi le ministre écologiste de l'Economie et du Climat, Robert Habeck. Son parti avait fait de la sortie rapide du charbon une priorité. Une loi en ce sens devrait être adoptée d'ici au début de l'été, a-t-il ajouté.

« Chaque kilowatt compte »

Concrètement, le gouvernement va permettre l'utilisation de centrales à charbon dites « de réserve », ne servant actuellement qu'en



dernier recours. Le ministre a toutefois assuré que ce plus fort recours au charbon était « provisoire », face à « l'aggravation » de la situation sur le marché gazier. Le géant russe Gazprom a annoncé cette semaine plusieurs baisses de livraison de gaz via le gazoduc Nord Stream, sur fond de bras de fer entre pays occidentaux et Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine. Arguant d'un problème technique, le groupe a réduit de 40 %, puis de 33 % ses envois. Cette décision a eu un lourd impact sur plusieurs pays européens, en particulier l'Allemagne, l'Italie et la France, qui ne reçoit désormais plus de gaz russe. Pour Berlin, qui continue d'importer 35 % de son gaz de Russie, contre 55 % avant la guerre, la situation est « sérieuse », selon M. Habeck. « Il ne faut pas se faire d'illusion, nous sommes dans une épreuve de force avec Poutine »,

a-t-il commenté. Face à l'urgence, le gouvernement veut aussi mettre l'accent sur les économies d'énergie. « Chaque kilowatt compte », a insisté le ministre. Une vaste campagne de communication en ce sens a été lancée mi-juin à destination du grand public et des entreprises.

Avec les mesures d'urgence présentées dimanche, Berlin monte à un niveau supérieur : un système d'« enchères » sera instauré pour les industriels consommant du gaz. L'Etat offrira, dans le cadre d'une procédure similaire à un appel d'offres, une rémunération aux entreprises qui promettent l'économie d'énergie la plus importante. Un mécanisme salué par l'industrie. « Cela permet d'orienter la réduction là où les dommages sont les moins importants », a déclaré dans un communiqué dimanche le lobby des machines-outils VDMA.

Distinction

Coris Bank international décroche un financement de 328 milliards CFA auprès de Afreximbank

Le Groupe Coris Bank International (CBI) a bénéficié d'un accord de financement à hauteur de 328 milliards de FCFA, de la Banque africaine d'import-export, Afreximbank.

C'est le PDG du Groupe Coris, Idrissa Nassa himself qui a apposé sa signature, le 16 juin 2022 dans la nouvelle ville futuriste du Caire en Égypte. L'accord va permettre de financer des activités dans les 9 pays où Coris Bank international est implanté. C'est un « accord de financement du trade, pour un montant de 500 millions d'euros, soit 328 milliards de FCFA », dont Coris Bank international bénéficie. La signature s'est faite le 16 juin, avec le président de Afreximbank, Pr. Benedict Oramah, en marge des travaux de l'assemblée générale de cette banque panafricaine d'import-export. Idrissa Nassa, PDG du Groupe Coris, trouve le

soutien assez conséquent. « Cet important soutien apporté au Groupe Coris servira au financement de l'approvisionnement en biens de première nécessité et produits de grande consommation, au profit des populations des 9 pays dans lesquels le Groupe Coris est implanté », a-t-il déclaré. Selon lui, « des relations fortes et engagées entre institutions africaines comme celles-ci [Coris Bank et Afreximbank], constituent une des clés du développement de notre continent ».

Coris Bank, l'un des groupes bancaires les plus importants en Afrique de l'Ouest

Il faut noter que cette banque de droit burkinabè est présente, en plus

du Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal, au Bénin, au Togo, en Guinée Conakry et en Guinée Bissau. Elle y finance beaucoup de secteurs d'activité, ce qui fait d'elle l'une des banques les plus importantes d'Afrique de l'Ouest. Afreximbank, quant à elle, est une institution bancaire multilatérale panafricaine de financement du commerce en Afrique. Créée en 1993, elle utilise trois grands services : le Crédit (trade finance et Project finance), la Prise de risque (garanties et Assurance-crédit), et les Services d'information et de conseil commerciaux. Elle compte 50 pays membres africains, et son siège est en Égypte.

Côte d'Ivoire

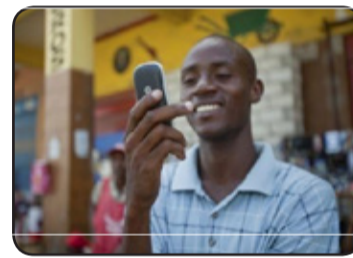
Grands Moulins d'Abidjan lance 6 nouveaux silos à grains

En Afrique subsaharienne, la consommation de blé a évolué durant la dernière décennie et avec la faiblesse de la production dans la région, les importations ont également bondi sur la période, l'exposant aux fluctuations du marché international. En Côte d'Ivoire, la minoterie industrielle Grands Moulins d'Abidjan (GMA) a mis en service le vendredi 17 juin dernier, 6 nouveaux silos à céréales. Ces installations qui disposent d'une capacité globale de 28 000 tonnes ont nécessité un investissement de 15,7 millions \$ (10 milliards Fcfa). Elles permettent à la société d'accroître son potentiel de stockage dans la nation éburnéenne à 50 000 tonnes de grains. De quoi aider GMA à écraser annuellement un volume de 300 000 tonnes de céréales, pour répondre aux besoins croissants en farine du marché national aussi bien de la part des consommateurs que des industriels de la filière blé-farine boulangère. « Voir sa capacité de stockage augmenter est pour notre maison mère, la Seaboard Corporation, l'un des objectifs pour être plus compétitifs sur le marché des meuniers ivoiriens », indique Marc Alexy, directeur général adjoint de GMA. Cette inauguration qui intervient dans un contexte de flambée des prix du blé, devrait conforter l'exécutif dans le cadre de sa stratégie visant à assurer un approvisionnement régulier en farine de blé respectant des normes requises en termes d'innocuité. Il faut rappeler que le gouvernement a débloqué une enveloppe de 6,4 milliards Fcfa (10,5 millions \$) au profit des meuniers pour maintenir le prix du pain. Le pays consomme environ 500 000 tonnes de blé par an selon les données de l'USDA.



Nigeria

Le régulateur s'associe à 3R Company pour augmenter les revenus télécoms



Avec plus de 200 millions d'abonnés aux services télécoms, le Nigeria est l'un des principaux marchés télécoms d'Afrique. Alors que le secteur ne cesse de croître, le gouvernement veut en tirer davantage profit. La Nigerian Communications Commission (NCC) s'engage à augmenter le montant des revenus du secteur des télécommunications qui vont dans les coffres du gouvernement fédéral. À cet effet, le régulateur a signé, le vendredi 17 juin, un accord de partenariat public-privé (PPP) avec son consultant, la société 3R Company Nigeria Limited, pour déployer des solutions d'assurance des revenus (RAS). La nouvelle solution sera connectée aux systèmes des opérateurs de télécommunications sous licence. Elle permettra de collecter et de rapporter en temps quasi réel les activités de facturation des opérateurs dans le but de calculer et de garantir, avec une marge d'erreur minimale ou nulle, la taxe annuelle d'exploitation accumulée payable à la NCC par ces derniers. Selon Umar Danbatta, vice-président exécutif de la NCC, cette solution vient à point nommé, car elle intervient dans un contexte où les ressources à la disposition du gouvernement continuent de diminuer de jour en jour. Toutefois, il faut rappeler que les télécommunications ont contribué à hauteur de 12,45 % au PIB national en 2020. En 2021, le secteur a généré 3 247 milliards de nairas (environ 7,74 milliards USD). « Nous sommes convaincus que si nous parvenons à déployer le RAS et à obtenir une image fidèle de ce que les opérateurs de réseaux mobiles (ORM) sont censés payer au titre de la taxe annuelle d'exploitation (AOL), nous aurons franchi une étape importante dans le domaine de la génération de revenus pour la Commission et pour le gouvernement », a ajouté M. Danbatta.

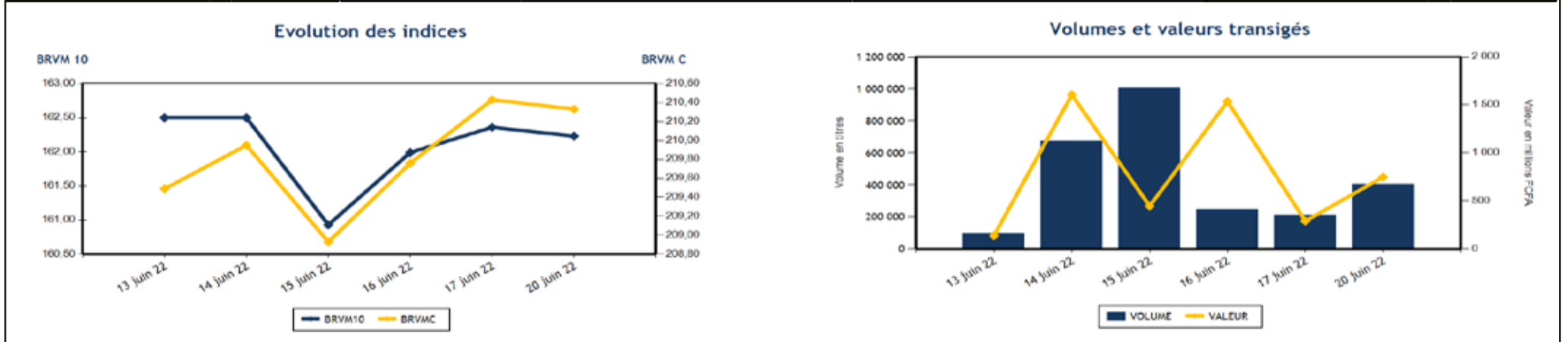
Pénurie de matière première au Kenya

Les raffineurs d'huile de cuisson suspendent leurs opérations

L'Afrique est l'un des principaux consommateurs mondiaux d'huiles végétales. Sur le continent où de nombreux pays sont des importateurs nets, la mauvaise conjoncture économique et les soubresauts liés aux restrictions des principaux producteurs, pose de nombreux défis d'approvisionnement. Au Kenya, les principaux raffineurs d'huile de cuisson que sont Pwani Oil Products et Kapa Oil Refineries ont annoncé l'arrêt temporaire des activités de leurs usines. Cette suspension des opérations est liée à la pénurie actuelle de dollars dans le pays qui ne permet pas aux entreprises d'acheter de l'huile de palme brute sur le marché international pour pouvoir faire tourner leurs unités. « Pour le moment en tenant compte des rentrées d'argent des banques, nous ne pouvons obtenir qu'entre 500 000 et 1 million \$ par jour contre des besoins allant de 2 à 2,5 millions \$ quotidiennement. Cette situation ne nous permet pas d'acquiescer suffisamment la matière première dont nous avons besoin », explique Rajul Malde, directeur commercial de Pwani Oil Products lors d'un entretien accordé à Businessdailyafrica. Ces problèmes d'accès aux devises étrangères représentent un casse-tête supplémentaire pour les raffineurs qui sont déjà aux prises avec des difficultés d'approvisionnement sur le marché avec les restrictions imposées par l'Indonésie, premier producteur mondial d'huile de palme. Dans le pays qui a officiellement autorisé la reprise des exportations après un arrêt de trois semaines, les industriels se heurtent à des obstacles réglementaires qui plombent le processus d'acheminement de leurs expéditions. « Le monde compte actuellement sur l'offre de la Malaisie en grande majorité. Nous sommes en concurrence avec tous les importateurs du monde pour avoir accès à l'huile et les prix sont élevés.

Ecofin du 20 Juin 2022

BRVM 10	162,23	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 116 lundi 20 juin 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	210,33
Variation Jour	↓ -0,08 %		Variation Jour	↓ -0,05 %
Variation annuelle	↑ 5,68 %		Variation annuelle	↑ 3,98 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 331 364 618 367	-0,05 %
Volume échangé (Actions & Droits)	380 952	79,89 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	504 146 119	81,12 %
Nombre de titres transigés	40	0,00 %
Nombre de titres en hausse	6	-53,85 %
Nombre de titres en baisse	14	133,33 %
Nombre de titres inchangés	20	-4,76 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 585	5,38 %	-9,70 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 370	4,58 %	-7,74 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	15 500	3,33 %	46,30 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 425	2,36 %	-12,50 %
SICOR CI (SICC)	11 515	1,99 %	124,90 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 789 907 825 056	-0,09 %
Volume échangé	24 596	1 855,17 %
Valeur transigée (FCFA)	246 917 500	1 820,03 %
Nombre de titres transigés	6	100,00 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	3	

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 480	-6,33 %	-15,43 %
BOLLORE (SDSC)	1 800	-5,01 %	-29,96 %
TOTAL CI (TTLIC)	2 250	-2,17 %	7,14 %
TOTAL SN (TTLS)	2 550	-1,54 %	29,11 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 400	-1,45 %	-19,05 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	116,82	0,01 %	6,09 %	10 681	24 323 910	27,07
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	468,93	-0,70 %	4,47 %	31 856	271 938 535	9,60
BRVM - FINANCES	15	78,15	1,01 %	1,32 %	312 938	94 233 844	7,45
BRVM - TRANSPORT	2	438,36	-4,92 %	-29,54 %	1 761	3 186 450	7,03
BRVM - AGRICULTURE	5	344,71	-0,34 %	41,68 %	9 795	84 579 920	6,32
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,41	-1,65 %	-6,63 %	11 268	22 273 405	30,38
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 813,81	0,00 %	101,37 %	2 653	3 610 055	17,65
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,42	
Taux de rendement moyen du marché	6,06	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,74	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 282 376,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 599 670 726,58	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,33	
Ratio moyen de satisfaction	20,57	
Ratio moyen de tendance	386,24	
Ratio moyen de couverture	25,89	
Taux de rotation moyen du marché	0,04	
Prime de risque du marché	5,98	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat


Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
Avenue de l'Indépendance - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 31 35


BRVM/BA
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin
Boulevard de l'Indépendance - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 31 35


CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Palais de la Bourse - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 31 35


BRVM/BA
Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire
Avenue des Banques - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 31 35


BRVM/BA
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
Avenue de l'Indépendance - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 31 35


BRVM/BA
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
Avenue de l'Indépendance - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 31 35


BÉNIN
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
Avenue de l'Indépendance - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 31 35


BRVM/BA
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
Avenue de l'Indépendance - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 31 35

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org


 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel
 allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202
 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com


 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71


 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121


 SOCIETE DE BOURSE
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065


 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36


 BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINTE GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Jun 2022
Vendredi 3 Juin 2022
Mardi 7 Juin 2022
Samedi 11 Juin 2022
Mercredi 15 Juin 2022
Dimanche 19 Juin 2022
Jeudi 23 Juin 2022
Lundi 27 Juin 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	624,51
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	765,08
Naira (NGN - Nigeria)	1,50
Cedi (GHS - Ghana)	78,55
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,92
Yen (JPY)	4,62
Yuan (CNY)	93,31
Rouble russe (RUB)	11,23
Franc Suisse (CHF)	644,68
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,00
Droits de tirage spéciaux (FMI)	832,96
Or (XAU)	1148287,5
Argent (XAG)	13494,45

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 21/06/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 21 Juin 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.840,70	+0,10	+0,01%	20:54:31
XAU/USD		1.838,09	-1,38	-0,08%	20:28:59
Argent	Juill 2022	21,573	-0,014	-0,06%	20:37:29
Cuivre	Juill 2022	4,0060	-0,0075	-0,19%	20:39:15
Platine	Juill 2022	930,30	+0,10	+0,01%	20:39:17
Palladium	Sept 2022	1.832,50	+33,80	+1,88%	20:29:56
Pétrole brut WTI	Août 2022	108,77	+0,78	+0,72%	20:29:59
Pétrole Brent	Août 2022	114,24	+1,12	+0,99%	19:29:00
Gaz naturel	Juill 2022	6,694	-0,250	-3,60%	20:29:55
Fioul	Juill 2022	4,4763	+0,1365	+3,15%	20:28:40
Essence RBOB	Juill 2022	3,8389	+0,0459	+1,21%	20:28:31
Gasol Londres	Juill 2022	1.318,25	+24,25	+1,87%	19:29:00
Aluminium		2.514,00	+11,00	+0,44%	19:29:47
Zinc		3.525,50	+2,00	+0,06%	19:18:27
Nickel		25.803,00	+134,00	+0,52%	19:28:08
Cuivre		8.928,00	-33,50	-0,37%	19:27:13
Blé américain	Juill 2022	1.032,40	-45,60	-4,23%	17/06
Riz Paddy	Juill 2022	16,255	-0,100	-0,61%	17/06
Maïs américain	Juill 2022	785,40	-2,60	-0,33%	17/06
Soja américain	Juill 2022	1.696,88	-12,12	-0,71%	15:29:58
Huile de Soja américaine	Juill 2022	73,38	-2,96	-3,88%	16:40:32
Farine de soja	Juill 2022	438,10	+8,40	+1,95%	17/06
Coton américain	Déc 2022	118,29	0,00	0,00%	17/06
Cacao américain	Sept 2022	2.444,00	+67,00	+2,82%	17/06
Café US C	Sept 2022	227,40	0,00	0,00%	17/06
Café de Londres	Sept 2022	2.077,00	-2,00	-0,10%	18:29:00
Sucre américain	Juill 2022	18,60	+0,02	+0,11%	17/06
Jus d'orange	Juill 2022	173,20	-2,30	-1,31%	17/06
Bétail	Juin 2022	137,93	+0,18	+0,13%	19/06
Porc	Juill 2022	110,88	+1,30	+1,19%	19/06
Bovins d'engraissement	Août 2022	173,07	+1,77	+1,04%	19/06
Bois de construction	Juill 2022	585,70	+16,70	+2,93%	19/06
Avoine		633,70	+3,40	+0,54%	17/06

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasol	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 21 Juin 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Departements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
	Matéri	Matéri	jeudi	
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi	
Cobly	Cobly	Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikémon	Ikémon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
		Bembéréké	Bembéréké	jeudi
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche	
	Ouessè	Ouessè	jeudi	
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko		Tokotoko	lundi	

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	https://www.cci.bj/
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
1 ^{ère} session des 4e pourparlers sur le climat en Afrique	27-29 Juillet 2022	Maputo, Mozambique	https://www.agroforestry2022.org/fr
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://www.uneca.org/events/upcoming-events
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://africangroupofnegotiators.org/
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://unfccc.int/fr/ACW2022
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publilius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Postes de Contrôle Juxtaposés Hilacondji-Sanvee-Condji

Le Comité provisoire de gestion installé

En présence des représentants résidents de la Commission de l'Uemoa au Bénin, Yawovi Batchassi, et au Togo, Aminata Lo Paye, le Commissaire Jonas Gbian a procédé, vendredi 17 juin 2022, à l'installation du Comité provisoire de gestion des Postes de contrôle juxtaposés de Hillacondji/Sanvee Condji.



● Le Commissaire GBIAN en compagnie du Colonel Yaovi GAGNON, Coordonnateur du Comité provisoire de gestion des PCJ de Hillacondji/Sanvee Condji

● Sylvestre TCHOMAKOU

Environ deux mois après l'étape de la remise officielle des clés au Bénin et au Togo, les Postes de contrôle juxtaposés (PCJ) Hillacondji-Sanvee-Condji, disposent désormais d'une équipe de gestion provisoire. Fidèle à la volonté de la Commission de l'Uemoa de renforcer la libre circulation des biens et des personnes au sein de l'Union, Jonas Gbian, Commissaire en charge du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des transports, a présenté aux acteurs de la plateforme, le nouveau Coordonnateur dudit Comité, le Colonel Yaovi Gagnon. Avec l'exploitation des dites infrastructures qui a démarré peu de temps après la remise des clés aux deux Etats concernés, cette rencontre a été l'occasion pour les acteurs d'exprimer à la Commission leurs gratitude pour l'infrastructure moderne qui leur offre de meilleures

conditions de travail, mais également d'exposer les difficultés rencontrées après quelques semaines de fonctionnement. Il est important de noter que les deux Etats, à savoir le Bénin et le Togo, sont respectivement représentés au sein du Comité



provisoire de gestion par le Colonel Roukayatou BIO YARA (Bénin) et le Commandant Yendouname n'Dane Felibigou-Edjeou (Togo). Pour rappel, initiés dans le cadre du projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan-Lagos, ces édifices sont financés par la Banque Africaine de Développement (BAD), à hauteur de 9 milliards 400 millions de FCFA. L'infrastructure est constituée, entre autres, de : Bloc administratif; brigade des douanes ; zone d'inspection des camions ; etc. Une nouvelle ère s'ouvre donc dans le trafic sur le corridor Abidjan-Lagos.

Gestion budgétaire en mode programme

Les acteurs de la chaîne budgétaire du MEF en formation

Le Secrétaire général du ministère de l'économie et des finances, Alban Bessan a lancé hier lundi 20 juin 2022, en présence du Directeur Général du Budget et du représentant de la GiZ, les sessions de formation sur la gestion budgétaire en mode programme grâce au financement de la GiZ à travers le Projet ReFORME.



● Abdul Wahab ADO

Amélioration de l'efficacité de l'action publique au bénéfice de tous (citoyens, usagers, contribuables et agents de l'Etat) et instauration d'une véritable transparence dans la gestion publique, en rendant notamment plus lisibles les documents budgétaires à la fois pour le Parlement et pour le citoyen. Ce sont là les deux objectifs visés, a fait savoir Alban Bessan, Secrétaire général du ministère de l'économie et des finances à l'occasion du lancement des séries de renforcement des capacités des cadres du MEF. Pour le SGM, la réforme du cadre budgétaire et comptable des finances publiques ne constitue pas une simple rénovation du dispositif existant mais participe d'un changement plus profond. La réforme modifie à la fois le cadre et le contenu du budget et des lois de finances, les responsabilités des acteurs budgétaires, le cadre comptable et statis-

tique de l'Etat ainsi que le rôle du Parlement et de la Cour des comptes dans le processus de contrôle des lois de finances et de leurs acteurs. C'est pourquoi, les présentes sessions de financement de la GiZ, et destinées à l'endroit des cadres de l'administration publique prennent en compte uniquement les volets élaboration et exécution du Budget Programme, a ajouté le SGM. Il a indiqué qu'il s'agira de : « faire connaître aux acteurs de la chaîne des dépenses publiques le contexte régional de la réforme des finances publiques ; informer les acteurs de la chaîne des

dépenses publiques sur les principales innovations introduites par la LOLF 2013 par rapport à la LOLF de 1986 ; faire adopter par les acteurs de la chaîne des dépenses publiques, les recommandations sur les priorités de la réforme pour la mise en œuvre de la LOLF au Bénin ». Les sessions de formation se déroulent dans le cadre du basculement effectif de la gestion budgétaire en mode programme et grâce au financement de la GiZ à travers le Projet ReFORME. Pour David Davidsson, Coordonnateur du projet ReFORME de la GiZ, c'est dans le cadre d'une coopération fructueuse entre le projet ReFORME et les différentes structures du MEF que la formation se déroule afin de renforcer leurs capacités et améliorer le système budgétaire pour une gestion plus alignée sur les principes de la bonne gouvernance financière. Pour lui, le budget étant un outil de programmation et de mise en œuvre de politiques publiques et développement, il est important que les acteurs de la chaîne budgétaire se forment.



Amélioration du climat des affaires

51 635 entreprises créées en 2021 au Bénin

L'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) dans son rapport annuel 2021 sur la création d'entreprises a indiqué qu'en 2021, 51 635 entreprises ont été créées.

● Falco VIGNON

Au Bénin, la création des entreprises a amorcé depuis 2016 une croissance soutenue avec une progression moyenne annuelle de 6 353 (30.8%) passant de 13 898 à 51 635 en 2021, soit une hausse quinquennale de 37 737 (271.5%), après une progression annuelle de 12 325 (31.4%) par rapport à 39 310 entreprises en 2020, a indiqué l'APIEX. Ces résultats remarquables sont imputables aux réformes menées par le gouvernement, notamment la mise en place de la création d'entreprises en ligne « monen-



treprise.bj » ; la gratuité du raccordement des PME/PMI à l'eau et à l'électricité ; l'exonération fiscale pour toute entreprise sur les 12 premiers mois d'activités ; la dématérialisation des services administratifs. Au nombre des 51 635 entreprises créées en 2021, 5

355 sont des sociétés avec un total de capital social déclaré s'élevant à 18.6 milliards FCFA, dont 52% détenus par les Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL), 34.1% par les Sociétés Anonymes (SA) et 11.2% par les Sociétés par Actions Simplifiées (SAS).

Cinq départements en tête Une répartition des entreprises créées par département montre que l'Atlantique, le Littoral, l'Ouémé, le Zou et le Borgou sont les cinq (05) premiers départements à enregistrer une forte création d'entreprises en 2021. Ainsi, le nombre d'entreprises créées dans l'Atlantique est ressorti à 14 399 (27.9%) en 2021, en augmentation quinquennale de (11 579/410.6%) par rapport à son niveau (2 820/20.3%) en 2016 et en augmentation annuelle (4 285/42.4%) par rapport au niveau (10 114/25.7%) affiché en 2020. Dans le Littoral, le nombre d'entreprise créées

s'établit à 13 372 (25.9%) en 2021, en augmentation quinquennale de 6 419 (92.3%) par rapport au niveau (6 953 /50%) enregistré en 2016 et en baisse annuelle de -993/-6.9% par rapport à son niveau (14 365/36.5%) en 2020. Ensuite vient l'Ouémé qui enregistre 8 162 (15.8%) entreprises en 2021, en augmentation quinquennale de 6 450/376.8% par rapport au niveau (1 712/12.3%) enregistré en 2016 et en augmentation annuelle de 1 743/27.2% par rapport au niveau (6 419/16.3%) affiché en 2020. Le nombre d'entre-

prises créées dans le Zou est ressorti à 3 612 (7%) en 2021, en augmentation quinquennale de 2 840/367.9% par rapport à son niveau (772/5.6%) en 2016 et en augmentation annuelle de 1 555/75.6% comparé à son niveau (2 057/5.2%) en 2020. Le nombre d'entreprises créées dans le Borgou s'est établi à 3 392 (6.6%) en 2021, en augmentation quinquennale de 2 107 (164%) par rapport à son niveau (1 285/9.2%) en 2016 et en augmentation annuelle de 1 101 (48.1%) par rapport à son niveau (2 291/5.8%) en 2020.

VOUS LANCEZ UNE PROMO, UNE **CAMPAGNE** OU DES SOLDES ?

Profitez de Notre nouveau service de communication numérique pour une visibilité accrue de vos activités.

L'Économiste du Bénin utilise l'application ZOOM comme SaaS (Software as a Service) et met à votre disposition un outil pratique et dynamique pour être mieux en contact avec les clients ET vendre.

Cliquez sur le lien ci-dessous pour en savoir plus ; vous êtes immédiatement en contact audio-vidéo avec l'Économiste.

<https://bit.ly/JeRecherche>

- Programmation quotidienne sur notre plateforme audio-vidéo. Liens dans le journal et sur le site web.
- En direct et en interactif sur la plateforme audio-vidéo "de CHEZ VOUS".
- Publications sur des réseaux sociaux (twitter, youtube, facebook) ; et intégration d'un SEO (Search Engine Optimization) inédit et efficace.

Vous pouvez également nous joindre par les canaux habituels.



(229) 60917800 / 95429626



leconomistebenin1@gmail.com